

# Elèves, entrez dans le rang...

■ Et qu'aucune tête ne dépasse ! Voilà le message que font passer les contrôles d'Etat. On ne peut pourtant nier les différences entre les manières d'enseigner. Résultat : on crée des jeunes sans envie ni aspiration. Comme l'enseignement, la société est à deux vitesses.

**L**e jeu de dominos qui voit chuter dans le domaine public les contrôles d'Etat prêterait à rire s'il ne déboussolait les écoles et ne venait mettre à mal notre capacité de discuter correctement des élèves dans quelques jours, aux conseils de classe. Mais derrière ce gigantesque couac et au-delà des attaques ad personam contre la Ministre dont regorge la presse, il y a lieu de se poser la question de la raison d'être et de la valeur de ces contrôles.

## Nier les différences

L'idéologie égalitariste des décrets inscriptions nie la réalité des différences des personnes (différence de préparations, capacités, désirs, investissements, etc.). Elle continue à le faire en imposant des contrôles formatés afin que tous soient confrontés aux mêmes épreuves. L'idée serait bonne s'il s'agissait d'un test permettant de voir où on en est et de piloter l'enseignement (comme PISA). Mais devenant certifiant (hors jargon : comptant pour la réussite), c'est de nouveau comme si d'une école à l'autre, on pouvait enseigner de la même manière à des élèves coulés dans le même moule. On imagine la capacité de synthèse en Histoire dans des écoles aux publics totalement différents !

Autrement dit, si on met le curseur trop haut, on "pète" des masses d'élèves; si on le met trop bas, on permet à des personnes aux compétences insuffisantes de continuer – bien sûr, pour se casser la figure plus loin. Sauf si, plus loin, on abaisse aussi le seuil. Le système est bien pensé : CEB de piètre valeur, CE1D qui offrirait, dans certaines écoles, jusque 20 % de plus que les contrôles propres à l'école, CESS (1) enfin. Chaque grand carrefour est ainsi désormais grand ouvert. De la réussite en veux-tu, en voilà !

La notion de "niveau" est relative : il

suffit de modifier les références pour montrer qu'il monte ou descend. Ce qui doit donc être pris en compte n'est pas tant un "niveau" que le fait qu'on écrase à nouveau toute la richesse des différences sous l'idéologie. Forcément en demandant un niveau intermédiaire entre les extrêmes. Mais alors, à quoi bon apprendre, se dépasser, si finalement on posera des questions inférieures au niveau que je pourrais atteindre avec un peu d'exigence ? Ce qui est ainsi atteint est le principe même de l'apprentissage.

Je relis ce qu'écrivait ici Eric-Emmanuel Schmitt à propos du projet (français) d'éliminer les cours de latin et de grec (2) : "Thèmes et versions m'ont appris la concentration intellectuelle, l'art de résoudre les difficultés les unes après les autres, la patience d'éclaircir les obscurités en fonction du contexte. Autant que les mathématiques, elles ont musclé mon intelligence ! Apprendre les racines de deux langues m'a permis aussi de pénétrer la mienne, le français. [Ces langues] exigent de gros efforts, mais l'instruction, n'est-ce pas cela ? La possibilité de trouver de l'intérêt à ce qui semble ne pas en avoir. La mobilisation des moyens intellectuels pour arriver à une meilleure qualité de soi." On touche là au cœur du problème : apprendre, c'est affronter avec patience et obstination les difficultés, dépasser les apparences, se trouver des intérêts.

## Rater mais réussir

Or, nous sommes forcés à former les jeunes (nos futurs médecins, plombiers,

ingénieurs, garagistes, musiciens) à l'inverse. Et on se plaint qu'après, il y ait des gens qui fassent leur métier en létante. Ils le font comme ils l'ont appris : en baissant les bras à la première difficulté, en ayant un métier "parce qu'il faut bien" et leur intérêt ailleurs.

Bon sang, réussir, ce n'est pas rater et quand même réussir ! Quel message scolaire, mais aussi social et personnel est délivré pour la construction de nos jeunes ? Nous créons une armée de consommateurs amorphes et de personnes fragiles. A ne plus être forcé de franchir des difficultés, chaque gravier paraît une montagne.

Le mal-être des jeunes est concerné : Eric-Emmanuel Schmitt parle à juste titre de mobiliser les moyens intellectuels pour une meilleure qualité de soi. Quelle estime de soi peut avoir une personne qui rate et à qui on dit qu'elle a réussi ? Je parlais de drames humains : c'est celui de ces élèves qu'on a propulsé dans une étape où ils sont complètement égarés, sans regard sur un avenir crédible. Depuis quelques années, une sorte de destin semble souvent peser sur les élèves : toute démarche leur paraît inutile, c'est la culture du laisser-aller. On n'a plus appris à lutter, à tenir la tête hors de l'eau. Et nombreux sont donc les jeunes sans projet ou estimant leurs projets impossibles, faute de vouloir se battre.

Ces examens d'Etat sont des primes au minimalisme. La proclamation officielle que toute tête qui dépasse doit tomber.

## Une société à deux vitesses

Réussir, c'est apprendre à aller jusqu'au bout et avoir les bases. L'école fondamentale porte bien son nom. Que faire quand le jeune nous arrive à 12 ans avec un CEB mais sans fondements ? Que faire 3 ans plus tard quand il passera au 2<sup>e</sup> degré avec un CE1D mais aussi des lacunes dramatiques et ayant appris que l'effort n'est pas nécessaire ? Soyons concrets : il s'agit d'élèves qui déchiffrent avec peine plus qu'ils ne lisent, avec un vocabulaire trop réduit pour comprendre les matières imposées, ne connaissent pas les opérations mathémati-

ques minimales, etc. Que fera l'université avec des élèves qui auront un CESS de pacotille ?

Finalement, cette politique aboutit doucement à un enseignement et une société encore plus à deux vitesses, où le few little qui reçoit une éducation exigeante trie son école (privée ?), en attendant d'être l'élite dirigeante et économique. Quant aux autres, ils couleront – avec l'enseignement. Nous construisons l'avenir sur le sable.

→ (1) Respectivement diplôme de fin de primaire ; de fin du premier degré de secondaire (fin de 2<sup>e</sup> donc) ; de fin de 6<sup>e</sup>. Les CE1D et CESS ont déjà été testés depuis quelques années à titre d'exercice, sans valeur certificative.

→ (2) <http://goo.gl/vOtWx2>

→ Titre, chapeau et intertitres sont de la rédaction.

### Questions en vadrouille : et si c'était une chance ?

► **Jacques Lieseborghs, enseignant et ancien directeur retraité.** “Ne serait-il pas bien plus formateur et dynamisant de proposer la production d'un ‘chef-d'œuvre’ auquel élèves et enseignants consacraient des temps de travail et de recherche tout au long de l'année ?”

► **Jean-François Horemans, Alain Schmidt et Yvan Keuwez, formateurs d'enseignants.** “La solution, selon les termes propres d'Antibi, porte le bel acronyme d'EPCC pour ‘Evaluation par contrat de confiance’. [...] Disons qu'il s'agit, pour l'enseignant, de partager au préalable avec ses élèves l'ensemble des questions qu'il posera lors des épreuves cotées. ‘Horreur !’, s'écriront les chantes du ‘par cœur’. [...] Mais que souhaitons-nous former : des citoyens sachant réfléchir ou des armées de petits perroquets ? Dans la première hypothèse, ce sont les questions transversales et de réflexion qu'il y a lieu de privilégier, ces formulations par lesquelles la compréhension d'une matière et non sa restitution bête, inutile et méchante est favorisée. Se montrer inventif, conserver la culture des écrits et méthodes, recycler la contrainte et enseigner le savoir comme énigme, voilà qui résume, selon nous, la pédagogie qui devrait toujours être tout, sauf l'art de la répétition.”

► **Jean-Luc Lefèvre, citoyen.** “Pourquoi ces dysfonctionnements ? Parce que l'on a oublié, pour des raisons idéologiques, la ‘souveraineté’ des conseils de classe, par nature locaux, dans la certification. Parce que d'autres, sous prétexte d'égalité, l'ont voulu ainsi. Parce que le MR a abdiqué en cette matière, en dépit ou malgré son idéologie. Parce que l'égalité à tous... vents l'a emporté sur la liberté des acteurs !”